

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

OFI INVEST

Société Anonyme au capital de 920 962,59 €

Siège : 20-22 rue Vernier, 75017 Paris

412 563 058 R.C.S. PARIS

**Comptes sociaux et consolidés approuvés par l'assemblée générale ordinaire
du 16 juin 2025****COMPTES SOCIAUX****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OFI INVEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'évaluation des titres de participation a été effectuée en conformité avec les méthodes décrites sous la note 1 « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables, examiné la cohérence des données et hypothèses retenues, ainsi que la documentation disponible, et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly Sur Seine et Niort, le 28 mai 2025

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International
Cyril BROGNIART

GROUPE Y Audit
Christophe MALECOT

BILAN ACTIF	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	12 031	12 031
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées	146 729 052	162 077 139
- Participations	146 729 052	146 729 052
- Créances rattachées		15 348 087
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Autres actifs	20 036 036	12 886 245
Comptes de régularisation	195 933	99 101
TOTAL ACTIF	166 973 052	175 074 517

BILAN PASSIF	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 047 012	10 880 000
Opération avec la clientèle		
Autres passifs	8 655 696	10 231 936
- Etat	372 566	111 861
- Personnel	2 854 396	796 252
- Créiteurs divers	5 428 734	9 323 823
Comptes de régularisation		
Provisions	184 683	
Capital souscrit	920 963	920 963
Primes	47 004 817	47 004 817
Réserve légale et autres	15 223 855	15 223 855
Provisions réglementées et subventions		
Report à nouveau (+/-)	42 769 397	44 075 545
Résultat net (+/-)	43 166 629	46 737 400
TOTAL PASSIF	166 973 052	175 074 517

COMPTE DE RESULTAT	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	760 295	568 994
- Intérêts et charges assimilés	-385 135	-470 715
+ Revenus des titres à revenu variable	51 929 276	52 868 412
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 501 621	185 020
- Autres charges d'exploitation bancaire		
PRODUIT NET BANCAIRE	54 806 058	53 151 711
- Charges générales d'exploitation	-14 135 162	-8 113 875
- Frais de personnel	-5 840 992	-1 784 552
- Impôts et taxes	-806 302	-388 145
- Autres charges	-7 487 868	-5 941 178
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		
RESULTAT D'EXPLOITATION	40 670 896	45 037 836
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-10 000
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	40 670 896	45 027 836
+ / - Résultat exceptionnel	-137	
- Impôt sur les bénéfices	2 495 870	1 709 564
+ / - Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
RESULTAT NET	43 166 629	46 737 400

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 166 973 052,13 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 43 166 629,18 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont présentés selon le référentiel comptable applicable aux compagnies holding d'investissement et ont été établis en conformité avec le règlement de l'ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG et modifié par :

- le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015,
- le règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016,
- les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code du Commerce.

Afin de répondre aux obligations s'appliquant à OFI Invest en tant que Compagnie Holding d'Investissement, les comptes annuels au 31 décembre 2024 sont présentés en format bancaire.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Créances et dettes sur les opérations avec le clientèle

Les créances et dettes sont évaluées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Comptes débiteurs et créditeurs de la clientèle

Les sommes figurant dans les comptes de la clientèle sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances sont analysées et déclassées en créances douteuses au cas par cas. Les litiges en cours et les risques éventuels de non-recouvrement total ou partiel sur les comptes débiteurs font l'objet d'une dépréciation déterminée individuellement selon chaque dossier.

Portefeuille de titres de placement

Ce poste regroupe uniquement des opérations de placement effectuées en vue de procurer à la société un revenu direct ou une plus-value. Les titres acquis sont inscrits pour leur coût historique frais d'achat inclus, c'est-à-dire pour leur prix d'achat ou leur valeur de souscription.

Titres de participation

A la clôture de l'exercice, les titres de participation non cotés sont évalués à leur valeur d'inventaire sur la base d'une approche multicritères incluant les transactions récentes et la valorisation par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés à partir d'éléments prévisionnels établis. Si la valorisation estimée apparaît inférieure à la valeur brute comptable, une dépréciation est comptabilisée.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Provisions

Ce poste correspond aux provisions pour risques destinées à couvrir les pertes dont la réalisation est probable, mais dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise, tels que les provisions pour risques généraux, d'exécution par signature et les litiges en cours.

2. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actions et autres titres à revenu variables = 12 031 €

Le portefeuille de valeurs mobilières s'analyse comme suit (en euros) :

	Coût d'acquisition	Valorisation au 31/12/2024
OPCVM	12 031	13 118
TOTAL	12 031	13 118

Part dans des entreprises liées = 146 729 052 €

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Part dans des entreprises liées	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Participations	146 729 052			146 729 052
Créances rattachées	15 348 087		15 348 087	
TOTAL	162 077 139		15 348 087	146 729 052

La diminution des créances rattachées est inhérente au remboursement des avances en compte courant consenties par la Société.

Autres actifs = 20 036 036 €

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Fournisseurs – Avance	4 081 379	4 081 379	
Créances Clients	1 794 313	1 794 313	
Personnel	9 182	9 182	
Organismes Sociaux	2 617	2 617	
Etat – TVA	146 010	146 010	
Etat – Produits à recevoir			
Etat - Impôts sur les bénéfices	341 989	341 989	
Groupe et associés	13 494 139	13 494 139	
Débiteurs divers	166 406	166 406	
TOTAL	20 036 036	20 036 036	0

Produits à recevoir par postes du bilan = 1 024 870 €

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients & comptes rattachés	1 024 870
Etat – Produits à recevoir	
Disponibilités	
TOTAL	1 024 870

Charges constatées d'avance = 195 933 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 920 963 €

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	30 698 753	0.03	920 963
Titres en fin d'exercice	30 698 753	0.03	920 963

Les titres sont des actions ordinaires à droit de vote simple.

Tableau de variation des capitaux propres

	Montant
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2024	153 962 581
Distribution de dividendes	- 48 043 548
Variation du Capital	
Variation Prime Emission	
Variation Réserve	
Résultat de l'exercice 2024	43 166 629
Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2024	149 085 662

Provisions = 184 683 €

Nature des Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions Réglementées				
Provisions pour Risques & Charges		184 683		184 683
TOTAL		184 683		184 683

Etat des dettes envers les établissements de crédits et autres passifs = 17 702 708 €

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	8 960 000	3 200 000	5 760 000	
Dettes financières diverses	87 012	87 012		
Personnel et comptes associés	1 875 905	1 875 905		
Fournisseurs	5 032 458	5 032 458		
Dettes fiscales et sociales	1 351 057	1 351 057		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et associés	395 310	395 310		
Autres dettes	966	966		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	17 702 708	11 942 708	5 760 000	

Charges à payer par postes du bilan = 6 737 033 €

Charges à payer	Montant
Emprunt et dettes auprès établissement de crédit	
Emprunts et dettes financières div.	87 012
Autres passifs - Etat	229 706
Autres passifs – Personnel	1 277 822
Autres passifs – Organismes sociaux	749 571
Autres passifs – Fournisseurs	4 392 782
Autres passifs – Créiteurs divers	140
TOTAL	6 737 033

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du PNB = 54 806 058 €

Nature du Chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Intérêts et produits assimilés nets	375 161	0.68 %
Revenus des titres à revenu variable	51 929 276	94.75 %
Autres produits d'exploitation bancaire	2 501 621	4.57 %
TOTAL	54 806 058	100 %

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Entités	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Participation	Total
RF Ofi Invest	- 10 954 161	272 395	- 137		- 10 681 902
RF Ofi Invest AM	17 903 472	10 004 435	- 471 688	- 3 098 002	24 338 218
RF Ofi Invest Intermediation Services	6 392 181				6 392 181
RF Ofi Services	1 141 225	106 131	417 212		1 664 568
RF Ofi Invest Real Estate SGP	12 123 815	785 803	-	- 79 110	12 830 508
RF Ofi Invest Capital Partners	- 52 549	913 979	- 45 972		815 459
RF Ofi Invest Distribute	- 174 867	1 494 381	6 258 886		7 578 400
RF Ofi Invest Real Estate SAS	14 133 196	467 579	- 1 863	- 1 689 200	12 909 712
Résultat fiscal groupe intégré	40 512 313	14 044 703	6 156 438	- 4 866 312	55 847 142
Déficit d'ensemble imputable					
Total déficit reportable groupe					
IS GROUPE	10 128 078	3 511 176	1 539 109	- 1 216 578	13 961 786
Contribution Sociale Additionnelle 3,3 %	-	-	-	-	435 559
TOTAL IMPOT 2024	10 128 078	3 511 176	1 539 109	- 1 216 578	14 397 345

Le taux d'impôt sur les sociétés est de 25 %.

Les sociétés filiales versent à la société tête d'intégration fiscale, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les filiales auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

Au titre de l'exercice 2024, la charge d'IS du groupe d'intégration fiscale est de 14 397 345 €.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements et allègements	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées	
Subventions à réintégrer au résultat	
Allègements	
Provision non déductible l'année de dotation	527 982
Total des déficits reportables	
Total des amortissements différés	
Total des moins-values à long terme	
TOTAL	527 982

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires au titre du contrôle légal des comptes	
• Grant Thornton	53 901
• Groupe Y	53 901
TOTAL	107 802

Effectif Moyen

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	21
TOTAL	21

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers. On pourra s'y reporter pour obtenir une information plus détaillée.

5. AUTRES INFORMATIONS**Identité société-mère consolidant les comptes de la société**

La Société Ofi Invest entre dans le périmètre de combinaison de la SGAM AEMA Groupe 17-21 Place Etienne Pernet 75 725 PARIS (Siret : 493 754 261 00029) par la méthode de l'intégration globale.

Intégration fiscale

A compter du 1^{er} janvier 2010, les sociétés OFI Invest AM, Ofi Invest Intermédiation Services sont intégrées fiscalement par Ofi Invest.

Au cours de l'exercice 2013, la société OFI Services est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale.

A compter du 1^{er} janvier 2017, la société Ofi Invest Real Estate SGP est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale.

A compter du 1^{er} janvier 2020, les sociétés Ofi Invest Capital Partners et Ofi Invest Distribute sont entrées dans le périmètre d'intégration fiscale.

A compter du 1^{er} janvier 2023, la société Ofi Invest Real Estate SAS est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale.

Dividendes

	Montants
Dividendes 2024 reçus	51 929 276
TOTAL	51 929 276

Engagements Hors Bilan

La Société n'a pas d'engagements hors bilan au 31/12/2024.

Impact des conflits mondiaux sur les comptes 2024

Ces événements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes 2024.

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Il existe divers régimes de retraite obligatoire auxquels cotisent l'employeur et les salariés. Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et Ofi Invest n'a aucun autre passif que les cotisations dues. Compte tenu de l'âge moyen et de l'ancienneté moyenne du personnel, la provision d'indemnité de départ à la retraite évaluée selon la méthode « Unités de crédit projetées option prospective » en application de la recommandation n° 2013-02, s'élève à 185 527 euros charges comprises en retenant un âge de départ à la retraite de 65 ans, un taux de revalorisation des salaires de 1.5 % et un taux d'actualisation de 3.27 %. Aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture.

Information concernant les parties liées

Aucune convention entre parties liées n'a été conclue au cours de l'exercice.

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions conclues avec la partie liée	Autres informations

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

6. DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 1 024 870 €

Créances Clients et comptes rattachés	Montant
Autres actifs – Clients et comptes rattachés	1 024 870
TOTAL	1 024 870

Charges à payer = 6 737 033 €

Emprunts & Dettes Financières	Montant
Emprunts & Dettes Financières Diverses	87 012
TOTAL	87 012

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Autres passifs – Fournisseurs	4 392 782
Autres passifs – Créiteurs divers	140
TOTAL	4 392 922

Dettes fiscales et sociales	Montant
Autres passifs - Etat	229 706
Autres passifs – Personnel	1 277 822
Autres passifs – Organismes Sociaux	749 571
TOTAL	2 257 099

Charges constatées d'avance = 195 933 €

Charges constatées d'avance	Montant
TOTAL	195 933

7. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital social	Primes d'émission, fusion, apport	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Cautions et avals	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société dans l'exercice
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50 % du capital détenu)										
Ofi Invest AM	71 957 490	7 951 146	9 348 396	95	79 134 268	79 134 268		360 526 951	33 481 210	18 912 828
Ofi Invest Capital Partners	19 021 487	70 825	7 847 318	95	24 171 874	24 171 874			13 579 604	22 529 347
Ofi Invest Distribute	46 006 600		2 806 784	95	21 046 910	21 046 910			31 421 901	0
Ofi Services	200 000		2 281 555	99.99	2 300 000	2 300 000		11 695 748	1 246 338	0
Ofi Invest Real Estate SAS	347 255	2 916 964	34 726	100	15 230 616	15 230 616		40 663 400	10 333 608	10 487 101
- Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A :										
a) Françaises										
b) Etrangères										
- Participations non reprises en A :										
a) Françaises										
b) Etrangères										

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat des comptes sociaux de l'exercice de la manière suivante :

- Affectation de la somme de 59 555 580,82 € correspondant à 1,94 € par action à la distribution d'un dividende,

- Prélèvement sur le compte « Report à Nouveau » de la somme de : - 16 388 951,64 €. En conséquence, après affectation du résultat, la situation nette de la Société serait la suivante :

- Capital social :	920 962,59 €
- Prime d'apport :	47 004 817,29 €
- Réserve spéciale RC	11 876 137,23 €
- Réserve légale :	3 347 718,12 €
- Report à Nouveau :	26 380 445,46 €
- Situation nette :	89 530 080,69 €

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons que les dividendes suivants ont été distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Nombre d'actions	Dividendes par action
2021	12 000 000	0,50 €
2022	30 698 753	1,955 €
2023	30 698 753	1,565 €

COMPTES CONSOLIDES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société OFI INVEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Les écarts d'acquisition mentionnés à la note 3.7 de l'annexe aux comptes consolidés font l'objet de tests de recouvrabilité effectués à chaque inventaire selon les modalités décrites dans la note 2.1 « *Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles* ».

Nous avons notamment vérifié que les approches d'évaluation retenues étaient sur des hypothèses cohérentes avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par le Groupe.

- Comme indiqué à la note 3.14 « Variation des capitaux propres consolidés », la société a retenu la méthode optionnelle applicable aux regroupements entre entités sous contrôle commun.

Nous nous sommes assurés que les dispositions prévues par l'article 232-9 du Règlement ANC n° 2020-01 pour l'utilisation de cette méthode optionnelle étaient intégralement respectées et que le traitement comptable retenu correspondait à la réglementation en vigueur.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly Sur Seine et Niort, le 28 mai 2025

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International
Cyril BROGNIART

Groupe Y Audit
Christophe MALECOT

BILAN CONSOLIDE ACTIF 2024

	Déc 2024			Déc 2023
	Montants bruts	Amort & prov	Montants nets	Montants nets
Opérations interbancaires et assimilés	78 294 721	0	78 294 721	71 421 976
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et	274 396 088	1 779 336	272 616 752	228 171 019
Participations, parts dans les entités liées, autres titres détenus à long terme (hors TMEE)	3 939 325	384 720	3 554 606	8 758 173
Titres mis en équivalence	5 380 144	0	5 380 144	15 245 118
Immobilisations corporelles et incorporelles	167 460 467	136 213 768	31 246 699	33 004 658
<i>Dont écarts d'acquisition</i>	138 224 525	114 275 581	23 948 944	19 518 041
Comptes de régularisation	8 049 241	0	8 049 241	7 973 954
Actifs divers (hors impôts différés)	78 094 036	125 244	77 968 792	77 657 308
Impôts différés actifs	17 205 124	0	17 205 124	17 355 070
TOTAL DE L'ACTIF	632 819 147	138 503 068	494 316 079	459 587 275

BILAN CONSOLIDE PASSIF 2024

	Déc 2024	Déc 2023
DETTES		
Opérations interbancaires et assimilés	9 101 160	17 239 300
Comptes de régularisation	425 479	1 047 611
Passifs divers	205 000 128	182 801 287
Impôts différés passifs	2 087	3 341
Provisions	7 780 538	12 258 095
Total Dettes	222 309 391	213 349 634
CAPITAUX PROPRES		
Capital souscrit	920 963	920 963
Primes d'émission	47 004 817	47 004 817
Réserves consolidées	136 784 275	145 671 795
Résultat net	72 129 886	39 363 554
Capitaux Propres Part du Groupe	256 839 941	232 961 129
Intérêts minoritaires	15 166 746	13 276 512
Capitaux Propres de l'Ensemble	272 006 687	246 237 641
TOTAL DU PASSIF	494 316 079	459 587 275

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2024

	Déc 2024	Déc 2023
Intérêts et produits assimilés	1 515 276	1 663 424
Intérêts et charges assimilées	-2 487 606	-1 874 655
Revenus des titres à revenu variable	19 183 299	12 674 340
Commissions (produits)	480 357 993	457 683 762
Commissions (charges)	-232 390 314	-208 325 921
Autres produits d'exploitation bancaire	37 489 618	41 882 639
Produit net bancaire	303 668 265	303 703 589
Charges générales d'exploitation	-242 100 730	-236 779 913
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) et corporelles	-2 627 611	-3 082 437
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	58 939 924	63 841 239
Coût du risque	-25 342	-68 551
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	58 914 582	63 772 689
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 621 739	-3 069 448
Gains ou pertes sur actif immobilisés	-67 854	1 664
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	57 224 989	60 704 904
Résultat exceptionnel	36 086 567	-2 868 070
Impôt sur les bénéfices	-16 971 122	-18 397 345
Quote-part dans le résultat net des entités mises en équivalence	-392 691	2 613 854
Intérêts minoritaires	-3 817 858	-2 689 789
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	72 129 886	39 363 554

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE

OPERATIONS D'EXPLOITATION	Déc 2024	Déc 2023
Résultat net part du groupe	72 129 735	39 363 554
Part des intérêts minoritaires	3 818 008	2 689 789
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	392 692	-2 613 854
Dividendes reçus des mises en équivalence	244 563	93 650
Amort. et prov. sur actifs (hors act. circul)	4 578 443	6 265 756
Provisions inscrites au passif	-4 207 903	-1 150 993
Elimination des plus ou moins values de cession	-34 367 868	-8 837 365
Elimination de la variation des impôts différés	-6 445	828 915
Capacité d'autofinancement	42 581 225	36 639 453
Variation des frais financiers	75 446	-3 063
Variation nette exploitation	18 433 776	12 101 611
Variations hors exploitation	1 518 168	-15 912 808
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	20 027 391	-3 814 261
Flux net de trésorerie généré par l'activité	62 608 616	32 825 192
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaiss / acquisition immos incorporelles	-957 278	-1 340 924
Décaiss / acquisition immos corporelles	-1 253 762	-1 143 533
Encaiss / cession immos corp et incorp	22 392	41 782
Décaiss / acquisition immos financières	-4 157 184	-1 988 632
Autres encaissements/cessions immo financières	37 295 297	461 667
Trésor nette / acquisition & cession de filiales	33 890 596	21 218 863
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	64 840 061	17 249 223
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-48 423 508	-60 016 062
Dividendes versés aux minoritaires	-2 201 477	-4 201 765
Encaissements provenant d'emprunts	6 330 146	0
Remboursement d'emprunts	-3 410 655	-5 470 466
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-47 705 494	-69 688 293
Incidences des variations de taux de change	147 787	-155 674
Variation de trésorerie	79 890 970	-19 769 553
Trésorerie d'ouverture	270 968 625	290 738 177
Trésorerie de clôture	350 859 595	270 968 625
Variation de trésorerie	79 890 970	-19 769 552

1. Principes de consolidation

1.1. Déclaration de conformité

Le Groupe Ofi Invest établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables.

Ils ont été arrêtés dans une perspective de continuité d'exploitation. Les comptes consolidés au 31 décembre 2024 sont comparables avec ceux établis au 31 décembre 2023.

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

1.2. Modalités de consolidation

1.2.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe.

Lorsque le Groupe exerce une influence notable sur une société, les comptes de celle-ci sont mis en équivalence.

Lorsque le Groupe dispose d'un contrôle conjoint sur une société, les comptes de celle-ci sont intégrés aux comptes consolidés proportionnellement au contrôle détenu.

1.2.2. Périmètre de consolidation

	SIREN	Déc 2024			Déc 2023		
		Méthode d'intégration	% contrôle	% d'intérêt	Méthode d'intégration	% contrôle	% d'intérêt
OFI INVEST	412 563 058	Mère			Mère		
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
OFI SERVICES	538 886 542	IG	100 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
OFI INVEST AM	384 940 342	IG	95 %	95,00 %	IG	95,00 %	95,00 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
OFI INVEST LUX	N/A	IG	100 %	95,00 %	IG	100,00 %	95,00 %
10-12, boulevard Roosevelt - L-2450 Luxembourg							
Ofi INVEST INTERMEDIATION SERVICES	394 252 415	IG	100 %	95,00 %	IG	100,00 %	95,00 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
OFI INVEST CAPITAL PARTNERS	879 964 815	IG	95 %	95,00 %	IG	95,00 %	95,00 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
SWEN CAPITAL PARTNERS	803 812 593	IP	50,33 %	47,81 %	IP	55,72 %	52,93 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
ZENCAP AM	533 216 271	IG	64,78 %	61,54 %	IG	64,78 %	61,54 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
SYNCICAP HOLDING	893 692 681	IP	66 %	62,70 %	IP	66,00 %	62,70 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
SYNCICAP AM	N/A	IP	66 %	62,70 %	IP	100,00 %	62,70 %
(société détenue à 100 % par Syncicap Holding)							
28/F Man Yee Building, 68 Des Voeux Road, Central Hong Kong							
EPOPEE PARTENAIRES	904 675 378	ME	37,46 %	35,59 %	ME	37,46 %	35,59 %
110 rue Charles Nungesser 29490 Guipavas							
MBO+	443 024 237	ME	20 %	19,00 %	ME	20 %	19,00 %
7, rue Copernic 75016 Paris							
OFI INVEST DISTRIBUTE	879 965 887	IG	95 %	95,00 %	IG	95,00 %	95,00 %
20-22, rue Vernier 75017 Paris							
OFI INVEST REAL ESTATE SGP	824 539 407	IG	100 %	95,00 %	IG	100,00 %	95,00 %
14, rue Roquépine 75008 Paris							
CRYSTAL	892 798 182				ME	10,55 %	10,02 %
939, rue de la Croix Verte 34198 Montpellier cedex 5							
ALPHEYS HOLDING	893 632 232				IP	40,00 %	38,00 %
203, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris							
ALPHEYS	350 278 487				IP	100,00 %	38,00 %
(société détenue à 100 % par Alpheys Holding)							
203, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris							
ALPHEYS INVEST	512 179 680				IP	100,00 %	38,00 %
(société détenue à 100 % par Alpheys Holding)							
203, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris							
ALPHEYS PARTENAIRES	487 631 673				IP	100,00 %	38,00 %
(société détenue à 100 % par Alpheys Holding)							
203, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris							
SUPPORT FI	792 750 283				IP	100 %	38,00 %
(société détenue à 100 % par Alpheys Holding)							
203, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris							
IZNES	832 488 415	ME	19,91 %	18,91 %	ME	29,70 %	28,22 %
12, rue Auber 75009 Paris							
OFI INVEST REAL ESTATE SAS	443 612 510	IG	100 %	100,00 %	IG	100 %	100,00 %
14, rue Roquépine 75008 Paris							

Les sociétés NEC Initiative et Quandax ne sont pas consolidées par le groupe Ofi Invest car elles ne sont pas significatives.

1.2.3. Renseignements concernant les filiales et variations de périmètre

Filiale	Méthode d'intégration	Capital social	Réserves sociales	% intérêt*	Valeur d'inventaire	Chiffre d'affaires HT social	Résultat net social
OFI SERVICES	IG	200 000	2 281 554	100 %	2 300 000	11 695 748	1 246 338
OFI INVEST AM	IG	71 957 490	17 299 542	95 %	79 134 268	360 526 951	33 481 210
OFI INVEST LUX	IG	200 000	1 756 502	95 %	200 000	7 399 584	1 097 510
Ofi INVEST INTERMEDIATION SERVICES	IG	250 000	1 166 842	95 %	367 976	10 681 414	4 692 722
OFI INVEST CAPITAL PARTNERS	IG	19 021 487	7 918 143	95 %	24 176 874	0	13 579 604
ZENCAP AM	IG	624 045	6 353 678	61,54 %	1 419 899	18 186 155	968 296
OFI INVEST REAL ESTATE SGP	IG	11 252 122	769 518	95 %	15 947 087	59 078 448	8 689 035
SWEN CAPITAL PARTNERS	IP	16 143 920	6 674 921	47,81 %	8 142 960	48 558 170	6 000 055
SYNCICAP HOLDING	IP	9 805 000	-208 080	62,70 %	6 473 101	0	-23 372
SYNCICAP AM (HKD)	IP	80 000 000	-42 571 995	62,70 %	7 022 815	20 025 043	-19 581 363
EPOPEE PARTENAIRES	MEQ	798 057	2 758 440	35,59 %	2 035 309	0	35 181
MBO+	MEQ	1 041 630	8 326 479	19,00 %	6 340 871	11 477 872	-476 666
OFI INVEST DISTRIBUTE	IG	46 006 600	2 806 784	95 %	21 051 910	0	31 421 901
IZNES	MEQ	5 132 043	9 299 297	18,91 %	5 384 971	1 487 958	-3 113 323
CRYSTAL	MEQ	831 633	98 516 884	0,00 %	9 546 696	665 000	665 000
ALPHEYS HOLDING	IP	21 499 952	-1 160 107	0,00 %	8 604 463	590 045	-357 713
ALPHEYS	IP	52 043 576	6 045 472	0,00 %	43 642 506	1 766 275	-122 656
ALPHEYS INVEST	IP	417 221	4 140 404	0,00 %	10 528 748	11 043 729	-484 299
ALPHEYS PARTENAIRES	IP	227 020	657 749	0,00 %	22 853 961	6 547 584	-315 776
SUPPORT FI	IP	123 210	7 576 062	0,00 %	190 000	657 059	-331 382
OFI INVEST REAL ESTATE SAS	IG	347 255	2 951 690	100,00 %	15 230 616	40 663 399	10 333 606

* En tenant compte des détentions directes et indirectes

- Au cours de l'exercice :
- La société Egamo a été acquise par Ofi Invest AM en date du 8 janvier 2024. Elle a ensuite fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en date du 1^{er} juillet 2024. Cette TUP a été effectuée avec une clause de rétroactivité fiscale.
 - L'arrêt d'engagement de liquidité pris par Ofi Invest CP sur les titres Swen CP a conduit à une réduction du pourcentage de contrôle de Swen CP passant de 55,72 % à 50,33 %.
 - Le groupe Alpheys, composé des sociétés Alpheys Holding, Alpheys, Alpheys Invest et Alpheys Partenaires, a été cédé hors du groupe le 28 juin 2024.
 - La société Crystal a été cédée hors du groupe le 31 octobre 2024.
 - La société Ofi Invest Distribute a vu sa participation dans le capital d'Iznes passer de 29.70 % à 19.91 % en raison de plusieurs opérations auxquelles elle a participé moins que proportionnellement durant l'année 2024.

1.2.4. Conversion des états financiers des filiales étrangères établis en devises

Les actifs et passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours de clôture.

Les produits et les charges de ces filiales sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts qui résultent de ces modalités de conversion sont transférés directement au poste " Ecart de conversion " dans les capitaux propres consolidés.

Taux de change contre l'euro des devises des sociétés consolidées pour l'exercice 2024 :

Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
HKD	0,1159	0,1239	0,1186

Le taux de change moyen HKD/EUR utilisé pour l'exercice 2023 est 0.1179.

1.2.5. Elimination des opérations intragroupes

Les opérations et les soldes intragroupes sont éliminés.

1.2.6. Utilisation de jugements et d'estimations

L'élaboration de ces comptes consolidés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et passifs à la clôture, ainsi que sur les éléments de résultat des exercices présentés.

Ces estimations tiennent compte des données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportant des aléas. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice d'un jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations concernent l'évaluation des provisions pour risques et charges et l'activation des impôts différés sur les déficits reportables.

2. Principes comptables et règles d'évaluation

2.1. Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition sont enregistrés en tant que composante des « Immobilisations incorporelles ».

Ils sont déterminés par différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur de la quote-part d'actif net acquis.

Les écarts d'acquisition constatés depuis l'exercice 2016 relatifs aux acquisitions ont une durée d'utilisation identifiée à date comme non limitée au vu des critères techniques, juridiques et économiques et ne donnent donc pas lieu à amortissements.

Par dérogation, en application de l'article 18 du règlement ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015, les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice 2015 ont été conservées.

Au 31 décembre 2024, des tests de dépréciations ont été réalisés et ne font pas apparaître de perte de valeur à l'exception des titres détenus dans la société October. Une provision complémentaire de 20 253 € a été constatée au 31 décembre 2024 sur les titres October. La provision dans les comptes est désormais d'un montant de 124 916 €.

De plus, une dépréciation sur les titres Younited a été constatée pour un montant de 124 920 € au 31 décembre 2024.

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, à l'exception des intérêts d'emprunts).

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels de 3 à 5 ans

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée de vie prévue des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencements et aménagements	6 et 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur nominale lorsqu'il s'agit de prêts, de créances, de dépôts et de cautionnements.

Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur nette comptable.

2.4. Participations

Elles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition est comparée à la valeur d'usage.

Lorsque la valeur d'usage est supérieure à la valeur d'acquisition, la plus-value n'est pas comptabilisée. A l'inverse, lorsqu'elle est inférieure, une dépréciation est constatée.

2.5. Stocks et en-cours

La valeur brute des crédits carbone correspond au prix d'achat.

2.6. Valeurs mobilières de placement

2.6.1. Obligations

Les obligations sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition frais et coupons exclus. A la clôture de l'exercice, elles sont estimées sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, du cours moyen du mois de décembre (hors coupon couru). Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille de titres.

Les intérêts courus sont comptabilisés dans les comptes rattachés.

2.6.2. Actions

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du dernier cours du mois de décembre.

Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation du portefeuille de titres.

2.6.3. Actions de SICAV et parts de FCP

Elles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, les droits d'entrée versés lors de l'achat des titres et conservé par les OPCVM sont incorporés au coût d'entrée en portefeuille.

Dans le cas contraire, ils sont comptabilisés directement en charges.

A la date d'arrêté, la valeur d'acquisition est comparée à la valeur liquidative, lorsque cette dernière est supérieure à la valeur d'acquisition aucune plus-value n'est comptabilisée.

A l'inverse lorsqu'elle est inférieure, une dépréciation est constatée.

2.7. Impôts différés

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible des différentes sociétés consolidées et l'impôt différé résultant de différences temporaires.

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture ; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Un actif d'impôt différé est constaté en cas de pertes fiscales reportables dans l'hypothèse probable où l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.8. Autres actifs et passifs

Les créances et les dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas et sont dépréciées en fonction des risques évalués.

2.9. Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées à leur valeur nominale.

2.10. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés et qui entraîneront probablement une sortie de fonds sans contrepartie, et dès lors qu'une estimation fiable de son montant peut être effectuée.

3. Notes sur les postes du bilan

3.1. Opérations interbancaires et assimilés

	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Disponibilités	78 294 721	71 421 976
Instruments financiers Actif		
Total dispo. et instru. de trésorerie	78 294 721	71 421 976
TOTAL OP. INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	78 294 721	71 421 976

3.2. Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Valeurs mobilières de placement	274 396 088	201 130 067
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement	-1 779 336	-1 561 364
Total valeurs mobilières de placement	272 616 752	199 568 703
Obligations	0	28 602 316
Total obligations	0	28 602 316
TOTAL OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE	272 616 752	228 171 019

La baisse des obligations est concomitante avec la cession de la société Crystal. La société Ofi Invest Distribute a cédé les obligations émises par la société Crystal au moment de sa sortie du capital.

3.3. Participations, parts dans les entités liées, autres titres détenus à long terme

Décomposition	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes 2024	Valeurs Nettes 2023
Titres de participations	518 456	134 885	383 572	582 909
Créances ratt. à des participations conso.	0	0	0	7 255 477
Autres titres immobilisés	2 834 148	249 835	2 584 313	184 263
Autres immobilisations financières	586 721	0	586 721	735 524
TOTAL PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTITES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS LT	3 939 325	384 720	3 554 606	8 758 173

Variations	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31 décembre 2023	8 862 835	104 662	8 758 173
Augmentations	2 978 778	280 058	2 698 720
Reclassements	-291 030	0	-291 030
Diminutions	-7 512 024	0	-7 512 024
Variations de périmètre	-104 642	0	-104 642
Ecart de change	5 408	0	5 408
31 décembre 2024	3 939 325	384 720	3 554 606

3.4. Titres mis en équivalence

	Titres mis en équivalence	Contribution au résultat	Contribution aux réserves groupe
Iznes	2 256 412	-607 385	2 863 797
Crystal Holding	0	70 158	-70 158
Epopée Partenaires	1 345 443	13 179	1 332 264
MBO+	1 778 289	131 358	1 646 931
Total 2024	5 380 144	-392 691	5 772 834

3.5. Immobilisations corporelles

Décomposition y compris Crédit Bail (sociétés preneurs)	Valeurs Brutes	Amortis.	Valeurs Nettes 2024	Valeurs Nettes 2023
Autres immobilisations corporelles	16 562 931	15 137 325	1 425 606	2 970 194
Avances et acomptes s/ immo corp.	959 754	0	959 754	2 360
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 522 685	15 137 325	2 385 360	2 972 554

Variations	Valeurs Brutes	Amortis.	Valeurs Nettes
31 décembre 2023	16 721 100	13 748 546	2 972 554
Augmentations	1 253 762	1 683 328	-429 566
Diminutions	-41 775	-40 553	-1 222
Reclassements	0	0	0
Variations de périmètre	-419 068	-258 644	-160 424
Ecarts de change	8 666	4 647	4 019
31 décembre 2024	17 522 685	15 137 325	2 385 360

3.6. Immobilisations incorporelles (hors écart d'acquisition)

Décomposition	Valeurs Brutes	Amortis. / Dépréciations	Valeurs Nettes 2024	Valeurs Nettes 2023
Frais d'établissement	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences	9 008 963	6 725 368	2 283 595	6 219 095
Fonds de commerce	2 698 170	75 495	2 622 675	3 441 647
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	793 219
Avances et acomptes s/ immo incorp.	6 125	0	6 125	60 102
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 713 258	6 800 863	4 912 395	10 514 063

Variations	Valeurs Brutes	Amortis./ Dépréciations	Valeurs Nettes
31 décembre 2023	20 697 470	10 183 407	10 514 063
Augmentations	957 278	943 384	13 894
Reclassements	-4 058	528	-4 586
Diminutions	-542 394	-444 553	-97 841
Variations de périmètre	-9 395 038	-3 881 903	-5 513 135
Ecarts de change	0	0	0
Déc 2024	11 713 258	6 800 863	4 912 395

3.7. Ecarts d'acquisition positifs

Décomposition et Variation	Déc 2023	Complément d'acquisition	Acquisition	Cession	Amort. et dépréciation	Déc 2024
Valeurs brutes	134 164 604	0	18 027 466	-13 967 545	0	138 224 525
Dépréciation	-1 992 721	0	0	0	0	-1 992 721
Amortissements	-112 653 842	0	0	1 992 721	-1 621 739	-112 282 860
Valeurs nettes	19 518 041	0	18 027 466	-11 974 824	-1 621 739	23 948 944

L'acquisition concerne l'entrée dans le groupe de la société Egamo.

Les cessions concernent la vente hors groupe du sous-groupe Alpheys et de la société Crystal. La sortie du groupe Alpheys a entraîné la sortie de l'écart d'acquisition correspondant à hauteur de 13 968 K€.

3.8. Comptes de régularisation

	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
ACTIF		
Charges constatées d'avance	8 044 102	7 933 017
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	36 132
Ecart de conversion actif	5 139	4 804
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	8 049 241	7 973 954
PASSIF		
Produits constatés d'avance	425 479	991 621
Ecart de conversion passif	0	55 990
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	425 479	1 047 611

3.9. Actifs divers (hors impôts différés)

Décomposition	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes 2024	Valeurs Nettes 2023
Avances et acomptes versés	4 251 524		4 251 524	4 851 889
Clients	67 090 786	-83 783	67 007 003	66 181 096
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	71 342 310	-83 783	71 258 527	71 032 985
Créances sociales	643 672	-41 461	602 211	484 843
Créances fiscales	3 199 403		3 199 403	4 673 868
Comptes courants débiteurs	20 537	0	20 537	7 889
Débiteurs divers	1 954 743		1 954 743	534 812
AUTRES CREANCES	5 818 355	-41 461	5 776 894	5 701 412
Stocks et encours	933 371	0	933 371	922 911
STOCKS ET ENCOURS	933 371	0	933 371	922 911

Echéancier	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans
Avances et acomptes versés	4 251 524		
Clients	67 090 786		
Créances sociales	643 672		
Créances fiscales	3 199 403		
Comptes courants débiteurs	20 537		
Débiteurs divers	1 954 743		
TOTAL CREANCES	77 160 665		

3.10. Impôts différés

	Valeurs Année 2024
Impôts différés actifs	
31 décembre 2023	17 355 070
Variation	-198 786
Ecart de conversion	48 840
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIF	17 205 124
Impôts différés passif	
31 décembre 2023	3 341
Variation	-1 254
Ecart de conversion	
TOTAL IMPOTS DIFFERES PASSIF	2 087

3.11. Opérations bancaires et assimilés

Décomposition (y compris ICNE)	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 049 282	17 217 246
Concours bancaires courants	51 878	22 054
TOTAL OPERATIONS BANCAIRES ET ASS.	9 101 160	17 239 300

Echéancier	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 649 282	6 400 000	0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 649 282	6 400 000	0

3.12. Passifs divers

Décomposition	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Fournisseurs et comptes rattachés	113 224 855	91 801 333
Avances et acomptes reçus	1 622 487	1 113 366
Dettes sociales	66 146 419	63 405 342
Dettes fiscales	14 241 041	19 020 194
Dettes diverses	9 765 325	7 461 053
TOTAL AUTRES DETTES	205 000 128	182 801 287

Echéancier	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	113 224 855		
Avances et acomptes reçus	1 622 487		
Dettes sociales	66 146 419		
Dettes fiscales	14 241 041		
Dettes diverses	9 765 325		
TOTAL AUTRES DETTES	205 000 128		

3.13. Provisions

	Déc 2023	Reclass.	Augment°	Reprises	Autres Variat	Ecart de convers°	Déc 2024
Provisions pour litiges	1 282 774		55 000		-59 774		1 278 000
Prov. pour perte de change	4 804					335	5 139
Prov. autres risques	2 177 674		892 639	-1 586 339			1 483 974
Total Prov. pour risques	3 465 252		947 639	-1 586 339	-59 774	335	2 767 113
Prov. pour pensions	2 938 683	851 667	367 372	-413 069	211 271		3 955 925
Prov. pour autres eng. sociaux	851 667	-851 667					
Prov. pour autres charges	5 002 493		412 200	-3 935 706	-421 487		1 057 500
Total Prov. pour charges	8 792 843		779 572	-4 348 775	-210 216		5 013 425
TOTAL PROVISIONS	12 258 095		1 727 211	-5 935 114	-269 990	335	7 780 538

La provision pour indemnité de départ à la retraite a été déterminée en tenant compte du statut social de chaque salarié.

Pour les salariés des sociétés de gestion, compte tenu de l'âge moyen et de l'ancienneté moyenne du personnel, le montant de d'indemnité de départ à la retraite a été évalué selon la méthode « Unités de crédit projetées option prospective » en application de la recommandation n° 2013-02 en retenant un âge de départ à la retraite de 65 ans, un taux de revalorisation des salaires de 1,5 % et un taux d'actualisation de 3,27 %.

La reprise de provision pour autres charges correspond à l'engagement pris par Ofi Invest Capital Partners d'assurer, dans certaines conditions, la liquidité aux bénéficiaires d'un plan d'AGA. Cette obligation s'est éteinte au cours de l'exercice 2024.

3.14. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Totaux capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Totaux capitaux
Situation au 31 décembre 2023	920 963	47 004 817	145 671 795	39 363 554	232 961 129	13 276 512	246 237 641
Résultat N-1	0	0	39 363 554	-39 363 554	0		0
Résultat consolidé N	0	0	0	72 129 886	72 129 886	3 817 858	75 947 744
Dividendes versés			-48 043 548		-48 043 548	-2 201 477	-50 245 025
Dividendes minoritaires	0	0	0	0	0		0
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	264 744	264 744
Dividendes bénéficiaires AGA	0	0	-379 960	0	-379 960		-379 960
Ecart de conversion			172 435		172 435	9 110	181 545
Situation au 31 décembre 2024	920 963	47 004 817	136 784 275	72 129 886	256 839 941	15 166 747	272 006 688

L'article 232-9 de l'ANC 2020-01 indique qu'il existe une méthode optionnelle applicable aux regroupements entre entités sous contrôle commun. Cette méthode est une exception au principe posé par l'article 232-1 de l'ANC 2020-01.

Selon cette méthode optionnelle, il convient de :

- Substituer au coût d'acquisition des titres de l'entité acquise, la valeur comptable des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de cette entité, telle qu'en ressort, à la date d'acquisition, de ses comptes retraités aux normes comptables du groupe acquéreur ;

- Et d'imputer sur les capitaux propres consolidés l'écart résultant de cette substitution.

Cela revient à laisser l'écart entre le prix d'acquisition et les capitaux propres retraités acquis en capitaux propres et non en écart d'acquisition.

Le groupe Ofi Invest respecte les conditions énoncées par le règlement ANC 2020-01 et a souhaité utiliser la méthode optionnelle au coût d'acquisition dans le traitement des acquisitions suivantes survenues en 2022 : AEMA REIM, Abeille AM et Ofi Invest Real Estate SAS.

L'impact de ces acquisitions a eu en 2022 un impact cumulé en capitaux propres part du groupe de 75 844 K€.

4. Notes sur les postes du compte de résultat

4.1. Produit net bancaire

	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Intérêts et produits assimilés	1 515 276	1 663 424
Charges d'intérêts sur emprunt	-2 486 247	-1 867 816
Pertes sur actifs financiers	-1 359	-6 839
Intérêts et charges assimilées	-2 487 606	-1 874 655
Produits nets sur cessions de VMP	3 901 123	5 292 534
Dividendes reçus	834	3
Autres produits financiers	15 812 475	7 337 490
Autres charges financières	-16 596	0
Dotations / reprises provisions financières	-514 538	44 312
Revenus des titres à revenu variable	19 183 299	12 674 340
Production vendue de services	462 082 437	442 801 473
Management Fees	18 275 556	14 882 289
Commissions (produits)	480 357 993	457 683 763
Commissions (charges)	-232 390 314	-208 325 921
Production immobilisée	38 661	154 866
Subventions d'exploitation	19 109	141 865
Autres produits d'exploitation	37 431 847	41 585 908
Autres produits d' exploitation bancaire	37 489 618	41 882 639
PRODUIT NET BANCAIRE	303 668 265	303 703 589

4.2. Charges générales d’exploitation

	Valeurs Année 2024	Valeurs Année 2023
Achats de sous-traitance	1 233 000	78 241
Achats non stockés, Matériels et Fournitures	440 857	621 637
Autres services extérieurs	42 544 929	37 135 707
Autres charges externes	37 361 032	46 536 285
Impôts, taxes et versements assimilés	24 245 685	23 366 257
Rémunération du personnel	87 500 876	81 380 732
Charges sociales	41 780 549	37 799 150
Gains et pertes de change sur autres dettes et créances	-8 721	17 366
Dotations / reprises amort et prov d'exploit	-1 631 508	-1 139 420
Dotations amort et prov d'exploit	983 243	2 549 108
Participation des salariés	6 290 217	7 383 649
Autres charges d'exploitation	1 360 570	1 051 202
TOTAL CHARGES D’EXPLOITATION	242 100 730	236 779 913

L’information sur la rémunération allouée aux dirigeants n’est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est principalement constitué des résultats liés aux variations de périmètre sur l’année.

5. Engagements pris en matière de pensions et retraites

Outre les divers régimes de retraite obligatoires auxquels l’employeur et les salariés cotisent auprès d’organismes indépendants et pour lesquels Ofi Invest et ses filiales n’ont aucun autre passif que les cotisations dues, une indemnité pour départ à la retraite a été constatée.

La provision au 31 décembre 2024 a été constituée pour un montant de 3 956 K€ incluant un impact en résultat de - 45 K€.

6. Impôts sur les bénéfices

6.1. Charge d’impôt

La charge d’impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

- Impôt et contributions	- 17 001 446 €
- Impôt différé	+ 30 324 €

Soit une charge totale de 16 971 122 €

6.2. Preuve d’impôt

(En K€)	Résultat	Impôt théorique	Taux
Résultat net de l’ensemble consolidé	75 947 744		
Résultat consolidé avant impôt	92 873 488	-23 218 372	25 %
		Impôt	Taux
Explications			
Différences permanentes en social		6 361 049	-6,85 %
Intégration fiscale		365 167	-0,39 %
Effet en impôt du résultats des sociétés MEE		-98 173	0,11 %
Crédits d’impôts		21 839	-0,02 %
Activation des déficits		-46 212	0,05 %
Non activation des déficits		-292 899	0,32 %
Différences permanentes en consolidation		640 614	-0,69 %
Différence de taux d’impôt		-688 640	0,74 %
Autres		29 882	-0,03 %
Impôt réel		-16 925 745	18,22 %

Les sociétés Ofi Invest AM, Ofi Services, Ofi Invest Intermediation Services, Ofi Invest Real Estate SGP, Ofi Invest Capital Partners, Ofi Invest Distribute et Ofi Invest Real Estate SAS sont intégrées fiscalement par Ofi Invest. Il est à noter que la société Egamo a fait l'objet d'une TUP avec rétroactivité fiscale, ce qui a fait rentrer son résultat dans l'intégration fiscale.

7. Effectif moyen

Catégories	Intégration globale	Intégration proportionnelle (QP)
Cadres	496	119
Non cadres	70	13
Total	566	132

8. Honoraires commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat consolidé s'élève au titre de l'exercice 2024 à 762 233 Euros et se décompose comme suit :

- honoraires au titre du contrôle légal 762 233 €

9. Engagements hors bilan

Des engagements d'investissement dans le FPCI « MAIF PEF 1 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 51 450€. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 6 174 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « Territoires Innovants » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 23 834 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 3 789 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « Territoires Innovants 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 21 827 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 3 034 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « Territoires Innovants 3 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 22 007 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 7 263 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « Territoires Innovants 4 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 197 405 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 92 780 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN PE SELECT EUROPA 4 » ont été pris par 2 sociétés du groupe qui se sont engagées irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 67 796 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 8 474 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN PE SELECT EUROPA 5 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 71 382 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 8 566 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN PE SELECT EUROPA 6 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 136 223 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 30 650 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN PE SELECT EUROPA 7 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 157 242 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 128 938 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN INFRA MULTI SELECT 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 64 171 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 6 674 €.

Des engagements d'investissement dans la SLP « SWEN INFRA MULTI SELECT 3 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 104 140 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 8 331 €.

Des engagements d'investissement dans la SLP « SWEN INFRA MULTI SELECT 4 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 412 960 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 55 596 €.

Des engagements d'investissement dans la SLP « SWEN INFRA MULTI SELECT 5 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 204 978 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 157 424 €.

Des engagements d'investissement dans le FPS « SWEN FOF FRR CI FRANCE » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 17 694 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 2 654 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN CO-INVEST 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 59 30 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 1 791 €.

Des engagements d'investissement dans la SLP « SWEN IMPACT FUND FOR TRANSITION » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 195 153 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 20 101 €.

Des engagements d'investissement dans la SLP « SWEN IMPACT FUND FOR TRANSITION 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 893 233 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 250 105 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « SWEN MEZZ FLEX 3 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 420 642 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 162 368 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « PASTEUR CAPITAL INVESTISSEMENT » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 2 340 €.

Des engagements d'investissement dans le FPCI « OIMS » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 126 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 3 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « MUTEX » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 23 008 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 3 796 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « MUTEX 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 22 460 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 12 802 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « IRIDIUM » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 579 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « IRIDIUM 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 2 114 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « COBALT » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 528 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « BLUE OCEAN » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 265 184 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 92 019 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « SURAVENIR INFRASTRUCTURES DURABLES » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 3 334 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « Macif Terre & Vivant » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 31 535 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 26 805 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « SWEN AA Multi Gestion Infra » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 4 706 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « SWEN Exclusive Infrastructures 2 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 52 438 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 26 219 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « SWEN Infrastructure Sustainable Co-Invest Fund 5 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 48 054 €.

Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 26 189 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « Swen Responsible Investments in Sustainable Equity Fund » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 5 033 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 2 139 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « SWIFT 3 Carry Vehicle » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un total de 798 163 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 341 534 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « AA ZENCAP PME ETI » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 73 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « ZENCAP DETTE IMMO EVERGREEN JUNIOR » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 330 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « OCTRA ROYALE I1 » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 574 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « ZENCAP RED III HIGHER YIELD SIDECAR » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 500 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 140 458 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « ZENCAP PERFORMANCE » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 59 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « ZENCAP ENERGY TRANS DETTES » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 978 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 667 €.

Des engagements d'investissement dans la FPS « ZENCAP EUROPEAN SUSTAINABLE TRANSITION II » ont été pris par 1 société du groupe qui s'est engagée irrévocablement à investir dans ce fonds un montant total de 1 195 000 €. Le montant de l'engagement net (non encore appelé) au 31/12/2024 s'élève à 699 854 €.

10. Informations complémentaires

10.1. Transactions entre parties liées

Il n'y a pas eu au cours de l'exercice 2024 de transactions entre parties liées.

10.2. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture des comptes de l'exercice 2024.

10.3. Impacts des conflits mondiaux sur les comptes 2024

Ces événements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes 2024.

Rapports de gestion

Les rapports de gestion sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés sont disponibles au siège de la société : 20-22, rue Vernier - 75017 PARIS.